



Bruxelles, le 14.12.2020
COM(2020) 804 final

RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL

Rapport annuel 2020

**sur la mise en œuvre, en 2019, des instruments de l'Union européenne
pour le financement de l'action extérieure**

{SWD(2020) 336 final}

Table des matières

Mise en œuvre des engagements mondiaux.....	1
L'UE: une Europe forte sur la scène internationale	1
Aide humanitaire	2
Mise en œuvre du programme à l'horizon 2030	2
Priorités mondiales	3
Pacte vert	4
Alliances pour une croissance durable	5
Développement humain	6
Création de partenariats dans le domaine des migrations.....	6
Paix et sécurité.....	6
Droits de l'homme, démocratie et valeurs fondamentales.....	7
Technologie et innovation	8
Dimension mondiale	9
Afrique	9
Asie, Asie centrale et Pacifique.....	9
Région concernée par l'élargissement.....	10
Voisinage européen	11
Amérique latine et Caraïbes	12
Région Moyen-Orient/Golfe	12

Mise en œuvre des engagements mondiaux

En 2019, malgré l'instabilité géopolitique persistante, l'Union européenne a continué à œuvrer en faveur d'un monde plus pacifique, plus juste et plus prospère. Notre planète et ses populations connaissent une évolution rapide et sont confrontées à des bouleversements environnementaux, politiques et technologiques.

Dans ce monde de plus en plus instable, l'UE a répondu de manière exhaustive, en utilisant toute la palette de politiques et d'instruments dont elle dispose, qu'il s'agisse d'actions diplomatiques ou financières, d'actions liées à la sécurité ou aux échanges commerciaux, d'actions de développement durable, ou d'aide humanitaire. En 2019, l'UE a poursuivi ses efforts en vue de réformer le système multilatéral et de conserver un rôle de premier plan sur la scène mondiale face aux défis actuels et à venir. Elle a intensifié sa coopération et ses partenariats avec des organisations régionales essentielles pour la garantie d'un développement durable à l'échelle mondiale, le respect des droits de l'homme et une coopération internationale efficace.

Le présent rapport décrit les principaux aspects du soutien financier que l'UE a accordé en 2019 dans le cadre de la coopération internationale et du développement, de l'aide humanitaire, de la politique étrangère et de l'élargissement¹. Il montre de quelle manière l'UE, en tant que premier bloc commercial et principale source d'aide publique au développement à l'échelle mondiale, contribue à améliorer la vie de millions de personnes dans plus de 120 pays dans le monde, combat les inégalités, est soucieuse du développement humain, permet aux jeunes de réaliser leur potentiel, et soutient une croissance et des sociétés justes et durables dans le monde entier.

En 2019, l'UE et ses États membres ont investi 75,2 milliards d'euros dans l'aide publique au développement, soit 55,2 % de l'aide apportée au niveau mondial².

L'UE: une Europe forte sur la scène internationale

La stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'UE³ permet à cette dernière d'agir collectivement afin de relever des défis mondiaux complexes. Tout en poursuivant les cinq priorités initiales de cette stratégie⁴, l'UE a continué, en 2019, à promouvoir un ordre mondial fondé sur le droit international et articulé autour des Nations unies, en partenariat avec des organisations régionales. Le partenariat trilatéral novateur entre l'Union africaine, l'UE et les Nations unies a ouvert la voie à une coopération plus étroite dans le cadre plus large du programme en faveur de la paix et de la sécurité, tandis que le soutien à la Force conjointe du G5 Sahel a montré toute l'importance des investissements dans des partenariats régionaux dans le domaine de la sécurité.

Concernant les conflits et les crises de sécurité, l'UE a maintenu, en 2019, une approche globale en intervenant dans le cadre de l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix⁵ et en menant, dans le monde entier, des actions au titre de la politique étrangère et de sécurité commune. Ces actions ont porté sur des crises majeures dans des pays tels que l'Afghanistan, l'Iraq, le Liban, la Libye, le Mali, le

¹ Pour de plus amples informations, voir le document de travail des services de la Commission accompagnant le présent rapport annuel, partie I, Introduction.

² https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_20_674

³ https://eeas.europa.eu/topics/eu-global-strategy/17304/global-strategy-european-unions-foreign-and-security-policy_fr

⁴ Sécurité et défense, résilience, approche intégrée, lien entre les aspects intérieurs et extérieurs, et stratégies régionales et thématiques.

⁵ https://ec.europa.eu/fpi/news/eu%E2%80%99s-instrument-contributing-stability-and-peace-icsp_fr

Nigeria, le Pakistan, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la Somalie, le Soudan du Sud, le Soudan, la Syrie, la Turquie, l'Ukraine, le Venezuela et le Yémen.

L'UE est l'un des rares acteurs bénéficiant d'une présence mondiale et d'une panoplie complète d'instruments d'action. Elle assume une plus grande part de responsabilité lorsqu'il s'agit de garantir sa propre défense et de venir en aide à ses partenaires dans le domaine de la paix et de la sécurité. Les progrès accomplis dans le cadre d'un examen annuel coordonné en matière de défense⁶, de la capacité militaire de planification et de conduite⁷, du programme européen de développement industriel dans le domaine de la défense, de la déclaration conjointe UE-OTAN⁸, et de la coopération structurée permanente⁹ sont autant de réalisations significatives et historiques. Parmi les instruments dont dispose l'UE dans le cadre de sa politique étrangère, les efforts de renforcement des institutions, fondés notamment sur des outils tels que l'assistance technique, l'échange d'informations et le jumelage, ont continué de favoriser les réformes et de faire progresser les politiques stratégiques de l'UE dans les pays partenaires.

En tant que premier bloc commercial et principale source d'investissements étrangers directs au monde, l'UE continue de collaborer avec des partenaires internationaux afin de promouvoir un système d'échanges commerciaux internationaux libre et équitable, notamment par la réforme de l'Organisation mondiale du commerce.

Aide humanitaire

En 2019, les besoins humanitaires ont encore atteint des records en raison de crises complexes — entraînant souvent des déplacements massifs de population — de catastrophes naturelles et d'épidémies. L'UE est demeurée un donateur humanitaire de premier plan, mobilisant 2,4 milliards d'euros pour venir en aide à des millions de personnes dans plus de 80 pays.

Une part importante de l'aide de l'UE a été apportée aux populations touchées par la crise en Syrie et dans les pays voisins. La Commission a continué de mettre en œuvre le volet humanitaire de la facilité de l'UE en faveur des réfugiés en Turquie¹⁰, notamment au moyen du filet de sécurité sociale d'urgence¹¹.

En 2019, le mécanisme de protection civile de l'UE¹² a été activé 20 fois pour des catastrophes au sein et en dehors de l'UE, y compris pour des incendies de forêt dévastateurs en Bolivie, au Guatemala, en Israël et au Liban.

Mise en œuvre du programme à l'horizon 2030

Conformément au consensus européen pour le développement, l'UE a continué, en 2019, à soutenir dans le monde la mise en œuvre du programme de développement durable à l'horizon 2030, du

⁶ [https://www.eda.europa.eu/what-we-do/our-current-priorities/coordinated-annual-review-on-defence-\(card\)](https://www.eda.europa.eu/what-we-do/our-current-priorities/coordinated-annual-review-on-defence-(card))

⁷ <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-8798-2019-INIT/en/pdf>

⁸ <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2018/07/10/eu-nato-joint-declaration//>

⁹ Décision (PESC) 2017/2315 du Conseil du 11 décembre 2017 établissant une coopération structurée permanente (CSP) et fixant la liste des États membres participants (JO L 331 du 14.12.2017, p. 57).

¹⁰ https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/news_corner/migration_en

¹¹ https://ec.europa.eu/echo/essn_fr

¹² https://ec.europa.eu/echo/what/civil-protection/mechanism_fr

programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement, et de l'accord de Paris sur le changement climatique, en coopération directe avec les pays partenaires.

Les inégalités croissantes, la hausse de la faim, le réchauffement de la planète, la perte de biodiversité, les troubles sociaux, les conflits et les migrations — autant de tendances qui s'aggravent — sont prises en compte dans l'ensemble du programme à l'horizon 2030. Le sommet sur les objectifs de développement durable (ODD) de 2019 a fait le point sur les progrès accomplis et souligné la nécessité de modifier les trajectoires de développement et d'accélérer le rythme afin de respecter l'échéance de 2030. Une déclaration conjointe UE-ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) sur la mise en œuvre du programme à l'horizon 2030 et des ODD a été adoptée en marge du sommet. Elle réaffirme l'engagement en faveur du programme à l'horizon 2030 et vise à renforcer la coopération afin d'accélérer la mise en œuvre des ODD de manière à ne laisser personne de côté.

Lors du Forum politique de haut niveau des Nations unies qui s'est tenu à New York en juillet, l'UE a présenté les progrès accomplis dans la mise en œuvre du programme à l'horizon 2030 et des ODD au sein de l'Union et dans le cadre de sa coopération internationale. Parmi les initiatives phares présentées lors de cet événement figurent le document de réflexion de l'UE intitulé «Vers une Europe durable à l'horizon 2030»¹³, le rapport de suivi 2019 d'Eurostat sur les progrès accomplis vers la réalisation des ODD, le premier rapport de synthèse conjoint relatif au consensus européen pour le développement de 2017, ainsi que le rapport 2019 de l'UE sur la cohérence des politiques au service du développement.

La programmation conjointe, les cadres de résultats communs et la mise en œuvre conjointe renforcent l'incidence des fonds européens sur la réalisation des ODD. En 2019, des documents de programmation conjointe ont été lancés en République centrafricaine, au Honduras et au Mali, tandis que la stratégie européenne de coopération au développement pour le Cambodge a été étendue. En décembre, 20 documents de programmation conjointe étaient en place.

La portée des activités de renforcement des institutions a été étendue aux pays concernés par les politiques de développement de l'UE dans le monde entier. L'objectif était de soutenir les priorités stratégiques de l'UE et d'aider les pays à mettre en œuvre leurs stratégies nationales de développement conformément aux normes de l'UE, de manière à contribuer à la réalisation du programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations unies et des objectifs de développement durable.

Priorités mondiales

À la fin de 2019, la présidente de la nouvelle Commission européenne a ancré davantage encore les objectifs de développement durable dans l'action et l'élaboration des politiques de l'UE, soulignant ainsi l'engagement constant de l'UE en faveur de la durabilité.

¹³ https://ec.europa.eu/commission/publications/reflection-paper-towards-sustainable-europe-2030_fr

Pacte vert

Le pacte vert pour l'Europe¹⁴, présenté à la fin de 2019, fait partie intégrante de la stratégie de la Commission visant à mettre en œuvre le programme à l'horizon 2030 et les ODD, et à orienter l'économie et la société européennes vers une trajectoire plus durable. Le **changement climatique** est l'un des principaux défis auxquels le monde est confronté, et constitue une priorité pour l'action extérieure de l'UE et un thème central du pacte vert.

En 2019, l'UE a renforcé son approche concernant l'action pour le climat, au moyen de programmes tels que l'Alliance mondiale contre le changement climatique¹⁵, afin de renforcer la résilience face au changement climatique dans les pays partenaires, en particulier dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, en finançant plus de 80 projets.

Le mécanisme de financement de l'adaptation au changement climatique au niveau local¹⁶ a permis à plus de 240 collectivités locales représentant 6 millions de personnes dans 14 pays de bénéficier du financement de la lutte contre le changement climatique. Une deuxième phase plus étendue a été lancée à la fin de 2019.

L'**énergie durable** est essentielle pour lutter contre le changement climatique et est au cœur du pacte vert. En 2019, l'UE a continué de soutenir l'accès à l'énergie durable dans le monde entier ainsi que des actions en faveur de l'efficacité énergétique. En décembre, le Conseil européen a approuvé l'objectif de l'UE: devenir le premier continent à atteindre la neutralité climatique d'ici à 2050.

L'**accès à l'eau et à l'assainissement** est un droit humain universel. En 2019, l'UE a continué de soutenir l'accès à l'eau et à l'assainissement, tout en favorisant une gestion durable et intégrée de l'eau ainsi que le renforcement des capacités.

La Jordanie souffre d'une grave pénurie d'eau. Une enveloppe de 21,5 millions d'euros provenant du fonds fiduciaire régional de l'UE en réponse à la crise syrienne a permis d'améliorer les services liés à l'eau et aux eaux usées pour plus d'un million de personnes dans le gouvernorat d'Irbid.

L'UE promeut le **développement des entreprises vertes** dans les principales chaînes de valeur et soutient les financements en faveur de la transition vers une économie circulaire mondiale. «SWITCH to Green» est l'initiative phare de l'UE dans ce domaine.

La **perte de biodiversité et la dégradation de nombreux écosystèmes** constituent un défi de taille. La communication de 2019 intitulée «Renforcer l'action de l'UE en matière de protection et de restauration des forêts de la planète»¹⁷ propose un cadre intégré pour lutter contre la déforestation et la dégradation des forêts.

En 2019, la Commission a renouvelé son financement en faveur du Fonds de partenariat pour les écosystèmes critiques — principal acteur du financement des domaines clés de la biodiversité à l'échelle mondiale.

¹⁴ https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/european-green-deal_fr

¹⁵ <https://www.gcca.eu/fr>

¹⁶ <https://www.uncdf.org/local/homepage>

¹⁷ COM(2019) 352 final du 23 juillet 2019.

Alliances pour une croissance durable

La réalisation des ODD passe par une indispensable collaboration. La prospérité mondiale ne peut être assurée que par des **emplois décents et une croissance économique durable** pour tous. En 2019, l'UE a soutenu des actions telles que le «deuxième programme en faveur d'un climat d'investissement et des chaînes de valeur durables» afin de financer des initiatives mondiales et européennes visant à promouvoir des aspects essentiels du développement du climat d'investissement, du commerce et du secteur privé.

Au centre du plan d'investissement extérieur (PIE) de la Commission, le Fonds européen pour le développement durable (FEDD), qui combine un nouvel instrument de garantie avec deux plateformes régionales d'investissement (la plateforme d'investissement pour l'Afrique et la plateforme d'investissement pour le voisinage), vise à soutenir les investissements privés dans des environnements d'entreprises moins développés et plus risqués. À la fin de 2019, le FEDD avait mobilisé quelque 4,6 milliards d'euros de fonds de l'UE, lesquels devraient générer 47 milliards d'euros d'investissements.

Par l'intermédiaire de l'instrument de partenariat (IP)¹⁸, un contrat de 5,7 millions d'euros a été conclu fin 2019 dans le cadre d'un nouveau partenariat UE-OCDE afin de contribuer à la conception de modèles d'entreprise favorables à une croissance durable, inclusive et plus équitable.

En 2019, deux fonds fiduciaires ont été créés en coopération avec le groupe de la Banque mondiale pour contribuer à des conditions d'investissement favorables aux entreprises: le premier est destiné à aider les pays et les communautés économiques régionales de la région ACP (12 millions d'euros) et le second à soutenir l'Afrique subsaharienne (10 millions d'euros).

Dans le cadre du partenariat oriental, plus de 40 programmes régionaux et bilatéraux au titre de l'initiative «EU4Business» ont permis d'apporter un soutien considérable au développement des PME, en complément des plans nationaux de réforme.

L'**éradication de la pauvreté** dans toutes ses dimensions, la lutte contre les discriminations et les inégalités, ainsi que le souci de ne laisser personne de côté, sont au cœur du consensus européen pour le développement.

Plus de la moitié de la population mondiale ne bénéficie pas de prestations de protection sociale. L'UE soutient des programmes de protection sociale dans 26 pays, soit un investissement total d'un milliard d'euros.

Selon le rapport mondial sur les crises alimentaires 2019, plus de 113 millions de personnes, dans 53 pays, ont souffert en 2018 de **faim aiguë** imposant une aide urgente. L'UE collabore avec ses partenaires afin de lutter contre la faim et la malnutrition infantile et maternelle, notamment en promouvant une agriculture durable et résiliente.

L'initiative «Développement et innovation intelligente grâce à la recherche dans le domaine de l'agriculture» (DeSIRA), financée par l'UE, a mobilisé quelque 95 millions d'euros dans le but de renforcer les capacités d'innovation aux niveaux national, régional et mondial.

¹⁸ https://ec.europa.eu/fpi/what-we-do/partnership-instrument-advancing-eus-core-interests_fr

Développement humain

La santé est une pierre angulaire du développement durable. L'UE aide les pays partenaires à adopter une approche favorisant «l'intégration de la santé dans toutes les politiques» afin de renforcer les systèmes de santé et d'améliorer durablement la qualité, la couverture et le caractère abordable des soins de santé.

La moitié de l'aide sanitaire de l'UE (soit 2,6 milliards d'euros entre 2014 et 2020) est consacrée à des initiatives mondiales telles que le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme; l'Alliance du vaccin, anciennement l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination; le Partenariat pour la couverture sanitaire universelle de l'Organisation mondiale de la santé; et le Fonds des Nations unies pour la population.

En 2019, la Commission s'est engagée à verser au Fonds mondial 550 millions d'euros pour la période 2020-2022.

L'éducation est indispensable à la construction des générations futures et constitue un véritable pilier pour la croissance durable, des emplois de qualité et l'égalité.

L'UE soutient l'éducation dans une centaine de pays dans le cadre de partenariats tels que le Partenariat mondial pour l'éducation (PEE) et l'«Éducation ne peut pas attendre».

Grâce au soutien apporté au PEE, l'UE a contribué à l'inscription de 77 millions d'enfants dans l'enseignement primaire.

Création de partenariats dans le domaine des migrations

L'UE a continué d'adopter une **approche équilibrée dans le domaine des migrations**. En 2019, le nombre de migrants internationaux approchait les 272 millions à l'échelle de la planète, avec près de 70,8 millions de personnes déplacées de force dans le monde et une population mondiale de réfugiés s'élevant à 25,9 millions de personnes. La plupart des réfugiés ont continué d'être accueillis dans des régions en développement.

Les migrations peuvent également **accroître les inégalités**. L'UE a ainsi intensifié ses efforts pour veiller à ce que les migrations conduisent à une croissance inclusive et à un développement durable dans les pays d'origine, de transit et de destination, de manière à ce que toutes les communautés puissent en bénéficier. En juin, la Commission a publié un document de travail des services de la Commission intitulé «Lutter contre les inégalités dans les pays partenaires»¹⁹ et, en novembre, le Conseil a adopté des conclusions appelant l'UE et les États membres à accélérer leurs efforts²⁰.

En 2019, le fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique a approuvé 36 programmes supplémentaires et 16 «financements complémentaires» dans ses trois régions (Sahel et lac Tchad, Corne de l'Afrique et Afrique du Nord) pour un montant total de 851 millions d'euros.

¹⁹ SWD(2019) 280 final du 16 juin 2019.

²⁰ <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2019/11/25/addressing-inequality-in-partner-countries-council-adopts-conclusions/>

Paix et sécurité

Tout au long de l'année 2019, l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix est demeuré un outil essentiel de la diplomatie de l'UE non seulement dans les situations de crise mais également dans le cadre des efforts qu'elle a menés en faveur de la stabilité, de la prévention et du règlement des conflits, et de la consolidation de la paix. Les 46 actions adoptées à la suite de crises répondaient toutes directement aux priorités politiques de l'UE et complétaient le travail des missions relevant de la politique de sécurité et de défense commune.

En 2019, le recours au renforcement des capacités afin de soutenir la sécurité et le développement a encore été intensifié par de nouvelles actions menées au Burkina Faso, au Niger, en Somalie et au Tadjikistan.

Une action mondiale a également été lancée pour aider les centres de formation régionaux en Afrique de l'Ouest, en Afrique de l'Est et au Moyen-Orient à former des acteurs militaires dans les domaines de la santé, du déminage et de la protection civile.

Le travail visant à coordonner les efforts internationaux dans les situations de conflit et d'après-conflit se sont poursuivis avec les Nations unies et d'autres organisations internationales, notamment la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, afin de soutenir l'accès au financement et de refléter l'engagement ferme de l'UE en faveur du multilatéralisme.

En 2019, la première contribution de l'UE au Fonds des Nations unies pour la consolidation de la paix a été apportée par l'intermédiaire de l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix.

En juillet, le site nucléaire de Tchernobyl a été restitué aux autorités ukrainiennes au terme du plus grand effort de coopération internationale en matière de sûreté nucléaire. L'UE a fourni 431,6 millions d'euros au titre de son instrument relatif à la coopération en matière de sûreté nucléaire et de son programme d'assistance technique à la Communauté des États indépendants.

L'UE a continué de promouvoir **l'état de droit, l'accès à la justice et le renforcement des capacités des institutions judiciaires** dans les pays partenaires du monde entier.

Droits de l'homme, démocratie et valeurs fondamentales

L'année 2019 a marqué la phase finale de la mise en œuvre du **plan d'action de l'UE en faveur des droits de l'homme et de la démocratie** (2015-2019) visant à soutenir des droits fondamentaux tels que les libertés d'expression, de réunion et d'association, les droits des minorités et la lutte contre la discrimination. En 2019, l'UE a recouru à l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme afin de financer quelque 268 projets pour un montant de 119,5 millions d'euros.

À la fin de 2019, les mécanismes de l'UE pour les défenseurs des droits de l'homme ont été renouvelés pour une période supplémentaire de 3 ans.

Dans un contexte de défis persistants pour la démocratie dans le monde, l'UE a réaffirmé son **engagement en faveur des processus démocratiques** grâce à des programmes menés dans 30 pays et totalisant plus de 47,2 millions d'euros.

L'UE a déployé 8 missions d'observation électorale (MOE), 6 missions d'experts électoraux et 7 missions de suivi. Elle a conçu une base de données publique contenant les recommandations formulées par les MOE et a également apporté son soutien à des observateurs électoraux locaux dans 11 pays.

L'égalité entre les hommes et les femmes ainsi que l'émancipation des femmes et des filles constituent des valeurs fondamentales de l'UE et de sa politique internationale de développement. Le plan d'action de l'UE sur l'égalité des sexes porte sur trois grands domaines prioritaires: garantir l'intégrité physique et psychologique des filles et des femmes; promouvoir les droits socioéconomiques et culturels des filles et des femmes; et renforcer la voix des filles et des femmes ainsi que leur participation à la prise de décision.

L'année 2019 a vu la poursuite de la mise en œuvre de l'initiative Spotlight²¹, un partenariat transformateur entre l'UE et les Nations unies visant à éliminer toutes formes de violence à l'égard des femmes et des filles dans le monde. Le programme «Safe and Fair» (bénéficiant d'un investissement de 25 millions d'euros) permet aujourd'hui d'améliorer les conditions de travail de femmes migrantes qui ont quitté 11 pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) pour se rendre dans des pays du Golfe.

Le programme «WeEmpower», doté d'un budget de 22,5 millions d'euros, vise à renforcer l'engagement des secteurs public et privé en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes et de l'émancipation des femmes au travail.

L'UE a également lancé un programme de 3,75 millions d'euros destiné à renforcer davantage encore les réseaux régionaux et internationaux d'institutions nationales de défense des droits de l'homme. De même, elle a lancé un appel à projets concernant la protection des défenseurs des droits de l'homme des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et/ou intersexuées. Des actions ont en outre été entreprises pour relever les défis croissants liés à la liberté d'expression et à la liberté des médias. Plusieurs projets ont été financés au titre du mécanisme d'assistance technique «Media4Democracy».

Technologie et innovation

Une contribution de 200 millions d'euros de l'UE au mécanisme pour l'innovation et le développement des entreprises dans les Balkans occidentaux a permis de mobiliser des investissements d'un montant total de 958 millions d'euros en vue de soutenir quelque 4 700 entreprises, permettant ainsi l'octroi de plus de 2 800 prêts, la création de près de 80 000 emplois et la réalisation de 36 investissements sous la forme de fonds propres.

La **connectivité** joue un rôle fondamental dans la réalisation des ODD, sachant que les transports, l'énergie et la numérisation constituent des secteurs clés. Des infrastructures résilientes favorisent une croissance inclusive et durable et encouragent l'innovation.

L'instrument de partenariat a prôné une industrialisation durable au Brésil et au Mexique afin de dissocier la croissance économique des émissions de carbone, notamment en encourageant des partenariats entre des entreprises européennes et des entreprises locales.

En 2019, le groupe de travail sur l'économie numérique de l'alliance Afrique-Europe a été créé et a contribué au rapport sur la stratégie de transformation numérique pour l'Afrique (2020-2030) publié par l'Union africaine.

L'importance accrue de la science, des nouvelles technologies et de l'innovation aux fins d'un développement inclusif et durable dans les régions ACP a été reconnue avec le lancement d'un

²¹ <https://www.spotlightinitiative.org/fr>

programme de 60 millions d'euros au titre du 11^e Fonds européen de développement destiné à renforcer les écosystèmes et les capacités d'innovation.

Dimension mondiale

Dans le monde entier, l'UE a poursuivi ses efforts afin de réduire la pauvreté, combattre les inégalités, soutenir le développement durable et promouvoir la démocratie, la paix et la sécurité.

Afrique

Les négociations en vue du renouvellement de l'accord de partenariat avec les États ACP, appelé à succéder à l'accord de Cotonou et visant à repenser les relations politiques et économiques avec ces partenaires, ont débuté en 2019.

L'UE a apporté son appui à la transition démocratique au Soudan et a continué de soutenir fermement la transition éthiopienne, sur le plan tant politique que financier. En collaboration avec la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, l'UE a animé l'«initiative pour la Corne de l'Afrique aux fins de l'intégration régionale et le développement économique» associant Djibouti, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya et la Somalie.

En 2019, l'UE a répondu à des besoins humanitaires urgents dans sept pays touchés par la crise au Sahel: Burkina Faso, Cameroun, Mauritanie, Mali, Niger, Nigeria et Tchad. L'UE a alloué plus de 187 millions d'euros (dont plus de 141 millions d'euros aux populations les plus vulnérables des pays du G5) afin de soutenir des interventions humanitaires.

L'UE a aidé l'initiative de l'Afrique sur les énergies renouvelables²² à atteindre son objectif: générer au moins 10 GW d'énergie renouvelable d'ici à 2020. Il est de l'intérêt stratégique de l'UE de soutenir cette initiative dont les objectifs sont alignés sur le pacte vert de l'UE, tels que définis dans le partenariat pour une transition verte et l'accès à l'énergie inclus dans la future stratégie globale avec l'Afrique.

En 2019, des missions civiles relevant de la politique de sécurité et de défense commune étaient actives en Libye, au Mali, au Niger et en Somalie. De même, une nouvelle mission a été mise en place en République centrafricaine pour soutenir la réforme des forces de sécurité dans le cadre de leur déploiement progressif dans tout le pays.

Une initiative stratégique clé, l'alliance Afrique-Europe pour un investissement et des emplois durables, a enregistré des progrès satisfaisants. Dans ce contexte, l'UE a soutenu les investissements et réduit les risques connexes dans le cadre du PIE. L'UE a également facilité un dialogue public-privé structuré dans 32 pays africains, dans le cadre de la plateforme d'entreprises durables pour l'Afrique relevant du PIE.

Par l'intermédiaire de l'instrument de partenariat, l'UE continue de concrétiser les dimensions économique, commerciale et en matière d'investissement de son partenariat stratégique avec l'Afrique du Sud, en mettant l'accent sur la mise en œuvre de l'accord de partenariat économique (APE) conclu entre l'UE et la Communauté de développement de l'Afrique australe, sur l'accord de Paris, et sur des matières en rapport avec l'OMC.

²² <http://www.arei.org/>

Asie, Asie centrale et Pacifique

La réunion Asie-Europe des ministres des affaires étrangères, tenue en décembre à Madrid, a essentiellement porté sur des valeurs communes et des défis communs, en particulier un multilatéralisme efficace fondé sur des règles.

En janvier, la réunion ministérielle ASEAN-UE a approuvé le principe d'un renforcement des relations par la création d'un partenariat stratégique et, en juin, un accord de libre-échange ainsi qu'un accord de protection des investissements conclus avec le Viêt Nam ont été signés par le Conseil de l'UE²³, suivis d'un accord-cadre de participation en octobre.

En avril, le Conseil a prorogé d'une année supplémentaire les mesures restrictives prises à l'encontre du Myanmar, y compris certaines mesures restrictives ciblées à l'égard de personnes.

«Des chaînes d'approvisionnement responsables en Asie» est une initiative conjointe financée au titre l'instrument de partenariat pour un montant de 9,5 millions d'euros, visant à améliorer le respect des droits de l'homme ainsi que l'application de normes en matière de travail et d'environnement dans les entreprises ayant des chaînes d'approvisionnement en Chine, au Japon, au Myanmar, aux Philippines, en Thaïlande et au Viêt Nam.

Au cours de 2019, l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix s'est concentré sur la lutte contre les discours de haine et sur la prévention de l'extrémisme violent dans l'ensemble de la région. À la suite des attentats de Pâques au Sri Lanka, cet instrument a été rapidement mobilisé pour contribuer à renforcer la lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent au Sri Lanka et aux Maldives.

Région concernée par l'élargissement

La Commission a continué d'aider les pays concernés par l'élargissement à mieux préparer leur adhésion à l'UE et a continué de promouvoir la coopération régionale au sein des Balkans occidentaux et avec l'UE. Le paquet «élargissement» annuel a été adopté le 29 mai. Grâce aux nouveaux progrès réalisés par la République d'Albanie et la République de Macédoine du Nord, la Commission a maintenu sa recommandation en faveur de l'ouverture de négociations d'adhésion. En octobre, le Conseil européen a décidé de revenir sur la question de l'élargissement avant le prochain sommet UE-Balkans occidentaux. Les négociations ont été officiellement ouvertes en mars 2020.

L'UE a financé à hauteur de 880,7 millions d'euros 39 projets de connectivité dans les domaines des transports et de l'énergie au titre de l'instrument d'aide de préadhésion; ces projets devraient mobiliser des investissements de plus de 3,2 milliards d'euros.

En mai, la Commission a rendu son avis sur la demande d'adhésion de la Bosnie-Herzégovine à l'UE²⁴, indiquant que les négociations d'adhésion devraient commencer une fois que la Bosnie-Herzégovine aura dûment satisfait aux critères d'adhésion. En décembre, le Conseil a adopté ses conclusions²⁵ relatives à l'avis de la Commission, qu'il a salué.

²³ La ratification par le Parlement européen a suivi en février 2020 avec l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange au 1^{er} août 2020.

²⁴ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/COUNTRY_19_2778

²⁵ <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2019/12/10/council-conclusions-on-commission-opinion-on-bosnia-and-herzegovina-s-application-for-membership-of-the-european-union/>

En ce qui concerne la Turquie, le Conseil a introduit en novembre des mesures restrictives à la suite des activités de forage non autorisées de la Turquie en Méditerranée orientale²⁶. Il a également décidé de restreindre l'aide bilatérale au titre de l'instrument d'aide de préadhésion et de réduire les prêts accordés par la Banque européenne d'investissement. L'UE a continué de soutenir la société civile et les contacts interpersonnels, tandis que la coopération dans le cadre de l'aide aux réfugiés syriens et à la gestion des migrations s'est poursuivie; à la fin de 2019, le budget opérationnel de la facilité de l'UE en faveur des réfugiés en Turquie était intégralement alloué.

Voisinage européen

En 2019, l'UE a continué de mettre en œuvre sa politique européenne de voisinage révisée, d'une part, en mobilisant d'importants moyens pour soutenir ses quatre priorités recentrées²⁷ et, d'autre part, en intégrant pleinement le principe de différenciation, le principe de responsabilité partagée et une approche incitative.

Dans le voisinage oriental, la mise en œuvre des «20 objectifs à l'horizon 2020» du partenariat oriental a bien progressé, en particulier en ce qui concerne l'économie, la connectivité, les contacts interpersonnels et la bonne gouvernance.

En 2019, le partenariat oriental a célébré son 10^e anniversaire, avec un événement à haut niveau qui a mis en exergue les progrès significatifs réalisés dans le renforcement des économies et des échanges, de l'efficacité énergétique, du rôle de la société civile et de la libéralisation du régime des visas. À la suite d'une vaste consultation sur l'avenir du partenariat oriental, lancée en 2019²⁸, plus de 200 contributions ont été reçues d'un large éventail de parties prenantes.

Avec la finalisation, en 2019, des négociations sur l'accord visant à faciliter la délivrance de visas et sur l'accord de réadmission pour la Biélorussie, tous les pays du partenariat oriental bénéficient désormais d'une facilitation des déplacements vers l'UE.

En réponse au conflit dans l'est de l'Ukraine, l'UE a continué d'apporter une aide humanitaire ainsi qu'une aide à la stabilisation et au redressement rapide. En outre, elle a mobilisé et déployé des moyens spécifiques pour soutenir la région de la mer d'Azov.

L'initiative «Convention des maires» de l'UE aide près de 400 municipalités de pays du partenariat oriental à mettre en œuvre leurs engagements en matière d'énergie durable et de climat.

Dans le voisinage méridional, l'atténuation des conséquences de la crise syrienne prolongée est restée une priorité tout au long de 2019. En avril, la troisième conférence de Bruxelles sur l'aide à apporter pour l'avenir de la Syrie et des pays de la région a réaffirmé la mobilisation de l'UE.

Une déclaration politique conjointe avec le Maroc a été adoptée en juin et le plan d'action UE-Maroc ainsi que le cadre unique d'appui ont été prolongés jusqu'à la fin 2020. En janvier, les plans d'action UE-Israël et UE-Autorité palestinienne ont été prolongés pour une période de 3 ans.

²⁶ <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2019/11/11/turkey-s-illegal-drilling-activities-in-the-eastern-mediterranean-council-adopts-framework-for-sanctions/>

²⁷ Les domaines prioritaires de la politique européenne de voisinage sont la bonne gouvernance, la démocratie, les droits de l'homme et l'état de droit; le développement économique comme vecteur de stabilisation; la sécurité; les migrations et la mobilité.

²⁸ https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/news_corner/news/european-union-opens-structured-consultation-future-eastern-partnership_en

L'UE a soutenu les élections présidentielles et législatives en Tunisie, organisées respectivement en septembre et en octobre, permettant ainsi de consolider davantage encore la transition démocratique du pays. Elle a également continué de soutenir la transition de la Libye afin qu'elle devienne un pays stable et sûr, malgré la situation sur le plan sécuritaire.

Des missions relevant de la politique de sécurité et de défense commune ont été déployées en Ukraine, au Kosovo* et en Géorgie.

Amérique latine et Caraïbes

En avril, l'UE a adopté une nouvelle stratégie à l'égard de l'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) — «Union européenne, Amérique latine et Caraïbes: unir nos forces pour un avenir commun»²⁹ — fondée sur des partenariats ciblant la prospérité, la démocratie, la résilience et une gouvernance mondiale efficace.

Des progrès ont été accomplis dans la mise en œuvre des partenariats de l'UE dans les pays ALC grâce à des accords politiques et commerciaux. Un accord de principe a été conclu en juillet sur le volet commercial de l'accord d'association UE-Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay). Les négociations avec le Mexique en vue d'un accord global modernisé ont été achevées, sauf en ce qui concerne la liste de règles applicables aux entités adjudicatrices publiques au niveau sous-central.

Les actions menées dans le cadre de l'instrument de partenariat comprenaient un projet visant à renforcer la protection de la propriété intellectuelle dans la région, conformément aux accords de libre-échange de l'OMC et des accords de libre-échange pertinents de l'UE. Un projet de 9,5 millions d'euros vise à favoriser des pratiques commerciales responsables en Argentine, au Brésil, au Chili, en Colombie, au Costa Rica, en Équateur, au Mexique, au Panama et au Pérou.

Au Venezuela, la crise politique et humanitaire prolongée a eu des répercussions considérables dans la région, principalement en raison de flux migratoires sans précédent. L'UE a intensifié la pression sur le régime en appliquant des mesures restrictives ciblées compte tenu de la détérioration constante de la démocratie, de l'état de droit et des droits de l'homme, tout en augmentant l'aide apportée à la population et aux migrants vénézuéliens.

En 2019, l'UE a continué de soutenir la mise en œuvre de l'accord de paix en Colombie, notamment en apportant son aide à la commission pour la clarification de la vérité, la coexistence et la non-répétition.

Au Mexique, l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix a aidé les communautés situées le long de la frontière septentrionale à porter assistance aux demandeurs d'asile et aux réfugiés en améliorant l'accès aux services publics.

En septembre, l'UE et l'Alliance du Pacifique ont signé une déclaration conjointe afin de renforcer encore la coopération et le dialogue.

²⁹ JOIN(2019) 6 final du 16 avril 2019.

* Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la résolution 1244/1999 du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi qu'à l'avis de la CIJ sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

Région Moyen-Orient/Golfe

Dans le cadre d'une étroite collaboration avec le service européen pour l'action extérieure, avec les délégations de l'UE et avec les services de la Commission, l'instrument de partenariat a permis d'obtenir des résultats substantiels dans la région du Golfe, dans des domaines tels que les technologies énergétiques propres, l'efficacité énergétique, le changement climatique et la diversification économique. La plupart des projets concernent les six pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) et incluent le réseau d'expertise UE-CCG sur les énergies propres, le dialogue UE-CCG sur la diversification économique, le partenariat politique et de communication de l'UE, ainsi qu'un projet visant à préparer un système régional d'alerte radiologique et d'échange de données.

En Iraq, l'UE a poursuivi ses efforts en faveur de la stabilisation, de la réforme après-conflit, de la responsabilisation et de processus de réconciliation inclusifs. L'instrument contribuant à la stabilité et à la paix a soutenu les Nations unies dans la numérisation des preuves attestant des crimes commis par Daech et a contribué à améliorer la gestion des frontières entre l'Iraq et la Jordanie.

Au Yémen, l'UE continue de soutenir les efforts de stabilisation et le processus de paix. À la suite de l'accord de Stockholm conclu à la fin de 2018, un soutien a été apporté en vue des efforts de médiation, du fonds de consolidation de la paix des Nations unies, et d'initiatives spécifiques telles que l'accord sur le port de Hodeïda.